



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

## Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

### Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Christophe COUR.

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Note liminaire 2017 sur l'exercice des compétences Eau et Assainissement - Rapports annuels 2017 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable du Syndicat Bas Languedoc et du Syndicat Mixte Garrigues Campagne - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour l'assainissement collectif et non collectif, ainsi que pour l'eau brute, sur l'ensemble de ses 31 communes.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1er janvier 2010 la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009. Il s'agit, en compétence directe, des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone ; auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues depuis l'arrêté préfectoral 2013-1-1192 du 19 juin 2013, qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1er juillet 2013. La Métropole est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL). La Métropole est substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC). Ces syndicats exercent l'ensemble de la compétence eau potable, à savoir production et distribution.

L'alimentation en eau potable des populations des communes de Montpellier Méditerranée Métropole s'effectue à travers trois ressources principales.

La source du Lez gérée par la Métropole fournit, grâce à l'usine de pompage Avias, en moyenne 32 millions de m³/an et alimente en totalité les habitants de Montpellier, de Juvignac et de Prades-le-Lez. Cette ressource est également utilisée en ressource principale sur :

- les communes de Montferrier-sur-Lez, Jacou, Le Crès et Vendargues, dans une moindre mesure Grabels,
- en-dehors du territoire de la Métropole, sur la commune de Saint-Aunès et sur le syndicat Mixte de l'eau et de l'assainissement (SMEA) de la Région du Pic Saint-Loup, dissout et absorbé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 par la Communauté de Communes du Pic Saint-Loup.

La nappe phréatique de l'Hérault exploitée par le SBL procure, par l'intermédiaire de l'usine de pompage Filliol sur Florensac, environ 20 millions de m³/an et alimente les communes de l'Ouest de la Métropole.

L'eau du Rhône, acheminée via le canal Philippe Lamour appartenant à la société du Bas-Rhône Languedoc, alimente diverses usines de potabilisation dont :

- celle de Vauguières de la commune de Mauguio, appartenant à la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, alimente en totalité les communes de Lattes et Pérols,
- celle de Le Crès, alimente pour près d'un ¼ des besoins les communes de Jacou, Le Crès, Vendargues et Saint-Aunès,
- l'usine Debaille de Fabrègues, appartenant au SBL, produit 1,6 millions de m³ et alimente les communes du SBL en période estivale.

Enfin, les communes du SMGC sont desservies par des forages locaux d'importance variable, notamment ceux de l'Olivet et du Boulidou (Pignan), de la Crouzette (Castelnau-le-Lez), de Bérange (Saint Génès des Mourgues), de Candinières (Castries) et de Fontbonne Mougères (Galargues).

Par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie du service de l'eau potable pour les treize communes en compétence directe et du service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire métropolitain, et ce à compter du 1er janvier 2016. La Régie des Eaux a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme de régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 20 membres, 14 membres issus du Conseil Métropolitain, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, une personnalité qualifiée et un représentant du personnel, tous à voix délibérative. Par délibération du 16 décembre 2015, la Métropole a approuvé une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans établie en concertation avec la Régie qui précise les relations entre la Métropole et la Régie. Elle fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service.

La gestion de l'assainissement collectif est déléguée sur les différents territoires à des exploitants à travers 3 contrats d'affermage, dont les périmètres sont présentés dans le rapport joint.

Le prix total de l'eau, assainissement inclus, est compris entre 3,24 € et 3,72 € TTC le m<sup>3</sup> suivant la commune. Le prix moyen du m<sup>3</sup> d'eau TTC, abonnement inclus, est de 3,45 € TTC.

La facture annuelle moyenne sur l'ensemble des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, pour 120 m<sup>3</sup>, s'élève à 414 € TTC au 1er janvier 2018, en hausse de 2,07% par rapport à l'année précédente, et se décompose de la manière suivante :

- part eau = 41 %
- part assainissement = 42 %
- part autres organismes = 17 %

Sur la base de la facture moyenne de 120 m<sup>3</sup>, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 1<sup>er</sup> janvier 2018, il faut constater une hausse uniforme de 1,53% du tarif unique de l'assainissement, fixé par Montpellier Méditerranée Métropole. A l'inverse, les évolutions des tarifs de l'eau potable sont plus diverses, puisque si les prix applicables sur le territoire géré en direct par la Métropole n'ont pas évolué, ils progressent légèrement sur le SMGC de 0,24% et de 0,48% sur le SBL. Les évolutions des redevances fixées par l'Agence de l'Eau, sont restées stables depuis l'harmonisation intervenue en 2016.

Concernant la structure tarifaire au 1er janvier 2018, le prix de l'assainissement est strictement proportionnel et s'applique quels que soient les volumes facturés, contrairement à l'eau potable où les parts fixes évoluent en fonction du diamètre du compteur et où des tranches tarifaires s'appliquent, au-dessous et au-dessus de 120 m<sup>3</sup>, sur les 13 communes gérées en direct par la Métropole, au-dessous et au-dessus de 150 m<sup>3</sup>, sur les 9 communes de l'Ouest de la Métropole dont la gestion est assurée par le SBL.

La note liminaire annexée à cette délibération présente par ailleurs les indicateurs réglementaires de chaque service. Elle permet de présenter les rapports sur le prix et la qualité du service des différentes structures de proximité que constituent les syndicats d'eau

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la note liminaire 2017, conformément à l'article D.2224-3 du Code général des collectivités territoriales ;
- approuver les rapports annuels 2017 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable du Syndicat Bas Languedoc et du Syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- autoriser leur transmission à l'ensemble des Communes de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Patricia MIRALLES, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-67461A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Note liminaire 2017.pdf

- RPQS 2017 SMGC.pdf

- RA 2017 SBL\_181106151336\_0001.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.